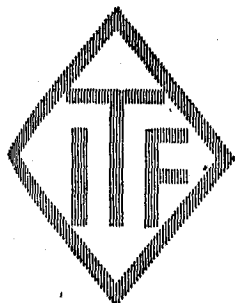




FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT
PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST



N° 24
4ème année

Amsterdam, le 28 novembre 1936,

Aidons les travailleurs dantzi- (I.T.F.) La terreur des Nazis contre
koi- les travailleurs dantzi-
kois s'aggrave. Les arrestations arbitraires,
les attentats et les mauvais traitements sont à l'ordre du
jour à Dantzig. Des "spécialistes" allemands normalisent
ces actions dont le but est de faire de Dantzig un point
d'appui militaire du Troisième Reich sur la Baltique. Les

Nazis espèrent toujours que les Puissances membres de la Société des Nations qui se sont de leur plein gré, engagées à garantir le droit d'association à Dantzig, leur laisseront toute latitude pour continuer à terroriser les travailleurs dantzi-kois. Ils sont même prêts à faire passagèrement de vastes concessions à la Pologne pourvu que celle-ci consente à leur laisser toute liberté d'action. Les organisations ouvrières polonaises de même que tous les milieux clairvoyants de la Pologne se dressent ensemble contre ce projet. Il faut toutefois que l'action des organisations ouvrières polonaises soit appuyée dans tous les pays par toutes les organisations qui luttent pour la liberté des travailleurs et pour garantir la paix.

Le Troisième Reich n'est pas en- (I.T.F.) A la suite du redoublement
core prêt à la guerre. précipité de la durée du service mi-
litaire, l'armée allemande se trouve

à l'heure qu'il est dans une situation chaotique. Il est vrai que certaines parties de cette énorme armée sont à tout moment prêtes à agir mais l'ensemble de cette armée, soudainement grossie à tel point, est devenu peu commode et lourd à manier. Les cadres, et notamment des sous-officiers convenablement formés, font défaut. Dans quelques mois lorsque la formation de la deuxième année qui vient d'être appelée sous les drapeaux, aura dépassé la phase du début, cette situation chaotique sera sans doute surmontée. Seulement ce qui n'est pas encore surmonté et ne le sera pas sans l'aide de l'étranger c'est la désorganisation de l'appareil des transports important au point de vue stratégique et d'une grande partie des industries de guerre.

Le mécanisme des transports est pillé pour pouvoir maintenir l'armée dans l'état actuel. Dans la Reichsbahn, la grande entreprise allemande des transports qui en cas de guerre restera irremplaçable malgré toutes les autoroutes, le parc du matériel a sensible-

ment baissé. Le nombre des voitures de voyageurs est inférieur de 5, au chiffre de l'année de crise 1932 et le nombre des wagons y est même inférieur de 10%. Les voitures qui circulent encore ont en majorité besoin de réparations. La situation est bien pire en ce qui concerne les locomotives. Les grandes gares de triage sont embouteillées attendu qu'on manque de locomotives de manoeuvres pour débarrasser les voies. Dans quelques régions la Reichsbahn a été obligée d'emprunter aux entreprises privées des locomotives à essence. Les locomotives de la Reichsbahn restent dans les ateliers de réparation du fait qu'elles ne peuvent pas être convenablement réparées à défaut de matières premières. Les coussinets étaient autrefois coulés en un alliage de plomb, étain et antimoine et adaptés hermétiquement. Un pareil coussinet est très économique au graissage. Il y a toutefois pénurie d'antimoine et d'étain, attendu que tout ce qu'on possède de ces métaux est mis à la disposition des chantiers nautiques. Le Troisième Reich voulant terminer son armement naval à une allure aussi rapide que possible, on va même jusqu'à enlever dans les locomotives et wagons des coussinets en bon état pour les remplacer par d'autres coulés en "Glückometall". Ce "Glückometall" est un alliage de laiton cuivre et bronze; il est dur et cassant et dévore l'huile. Sous une forte pression il se casse et lorsque le lubrifiant est de qualité inférieure les coussinets s'échauffent et fondent. L'huile de graissage de bonne qualité toutefois est également rare. C'est pourquoi les locomotives dont les coussinets ont été coulés en "Glückometall" sont obligées de ralentir dans les courbes.

Afin de compenser les désavantages du lubrifiant et des métaux de qualité inférieure, les coussinets doivent être adaptés en laissant un certain jeu. La conséquence en est que les tourillons "battent" et détruisent ainsi les coussinets. Il n'y aurait qu'une solution: que la Grande-Bretagne, la France ou les Etats-Unis fournissent au Troisième Reich les matières premières si ardemment désirées. L'Allemagne a besoin de ce prêt pour pouvoir remettre son armée à l'état qui est une condition préalable pour pouvoir attaquer ses voisins. Ce n'est pas seulement la Reichsarmee qui est rendue moins apte à rendre des services en cas de guerre. La marine marchande aussi a reçu instruction de rendre tous les coussinets en métal plein et de les remplacer par d'autres en "Glückometall". On va même plus loin. Déjà des turbines et des moteurs Diesel et électriques sont coulés en "Glückometall". Les grandes fabriques de moteurs refusent par conséquent d'accorder la garantie autrefois coutumière pour une période de 18 mois. Elles comptent que le moteur refusera de fonctionner avant ce délai. Le nombre de tours à la minute doit sensiblement être diminué lorsque les coussinets sont en métal-ersatz, souvent de moitié. De la sorte la valeur de l'industrie allemande en cas de guerre est compromise.

Le manque de matières premières oblige même le Troisième Reich à avilir ses stocks de munitions. Depuis quelques semaines on manque de cuivre rouge pour les ceintures des obus. Vu qu'on n'a pas le droit d'entamer les réserves pour les cas d'urgence, on se sert à présent dans la majorité des fabriques de munitions de ceintures en un alliage d'aluminium. Cet alliage est toutefois si dur que les obus encerclés de ces ceintures-ersatz abiment les rayures de la bouche du canon, ce qui fait que dès le 4ème coup, la pièce d'artillerie commence à faire des écarts, ainsi que nous le communiquent des artilleurs.

Les ouvriers dans les fabriques de moteurs et de munitions se réjouissent de cet état de choses: ils savent que le matériel de qualité inférieure ne saurait faire de bons stocks de guerre et que par conséquent, la pénurie de matières premières retarde la guerre si impatientement désirée par les Nazis.

L'état d'esprit dans les entreprises atteint davantage la promptitude à la guerre. Dans plusieurs établissements importants le rendement a sensiblement baissé depuis quelques mois. (Des raisons de prudence nous interdisent de donner des détails Réd.) A mesure que le coût de la vie augmentait, qu'une disette de viande et de graisse se faisait sentir, que le rythme du travail s'accélérait, des catégories importantes de travailleurs allemands ont procédé à l'application d'une espèce de résistance passive; ils travaillent plus lentement en alléguant que les matières ersatz réclament plus de soins. Les autorités nazies n'ont trouvé jusqu'ici aucun moyen pour enrayer ce mouvement qui s'étend toujours davantage.

Le régime n'a pas confiance dans les travailleurs. On a pu constater dans bien des villes que des travailleurs dont on sait qu'ils ont été membres d'une organisation syndicale libre n'ont pas reçu l'ordre de se présenter et que des ouvriers spécialistes, bons catholiques ont également été exemptés. On en conclut que le Troisième Reich n'est pas sûr du peuple et ne veut prendre dans l'armée aussi longtemps que possible que des hommes qu'il juge de toute confiance. De la sorte toutefois, la réserve de l'armée en travailleurs spécialisés est diminuée.

La dictature ne s'inquiéterait pas tant de l'agitation qui règne parmi les ouvriers si elle pensait pouvoir se fier aux classes moyennes et aux paysans. Depuis toutefois que des "brigades de bataille" de la police et des S.S. vont à la campagne perquisitionner les fermes des paysans indignés, pour savoir si l'on n'a pas caché des stocks de blé qui auraient dû être délivrés à des jours déterminés, depuis que dans les régions de frontière, sur la rive gauche du Rhin aussi bien qu'en Prusse orientale et sur les côtes il y avait pendant un certain temps des granges qui brûlaient, le régime est encore devenu plus inquiet et il cherche à dissimuler son inquiétude par un bruit d'armes. Les ouvriers allemands qui voient avec étonnement que certaines nations se laissent tromper par ce bluff, demandent toujours à nouveau pourquoi au fond on craint en ce moment le Troisième Reich. Ils savent par leur expérience journalière avec quelle peine les réserves pour l'armée sont maintenues intactes et ils savent aussi que ces réserves sont insuffisantes pour mener à bonne fin des complications militaires, fussent-elles de courte durée. * toutes les nuits

Méfiance vis-à-vis de la dictature chrétienne. Les premiers résultats des prétendues élections en Autriche

(I. T. F.) Les premières nouvelles "élections" de délégués du personnel ont eu lieu en Autriche. Il n'y avait dans chaque entreprise qu'une seule liste de candidats établie

par le Syndicat unique fasciste en accord avec les employeurs, la police et le Front patriotique. Les ouvriers et employés devaient marquer d'un crochet la moitié des candidats figurant sur cette liste. De telle sorte la possibilité d'une démonstration contre la dictature était réduite au minimum. Malgré cela le Syndicat unique a été épouvané du résultat du vote, et on a évité dans la mesure du possible la publication des résultats du scrutin.

La participation au vote a été très élevée. Les syndicats libres clandestins avaient invité leurs adhérents à prendre part aux élections afin de ne pas s'exposer inutilement. Dans une série d'entreprises on avait réussi à faire insérer dans la liste des candidats des ouvriers ou employés restés fidèles à l'ancienne orientation syndicaliste. Ils furent en général élus à l'unanimité. Dans des établissements où la liste comportait les noms de candidats connus comme fascistes ou comme ayant passé dans le camp ennemi, l'issue était tout autre. Le mot d'ordre des syndicats clandestins: "Ne votez pas pour un fasciste de la Heimwehr, ni pour un déserteur" avait été observé dans une vaste mesure. Le journal fasciste "Arbeiterwoche" (du 14 novembre) s'en plaint comme suit: " Environ 10% des délégués placés généralement en tête de liste n'ont pas été réélus.... Sans doute des considérations plus approfondies que d'habitude ont joué là dedans. Sinon il serait par exemple inexplicable que tel ou tel homme de confiance qui pendant des années, voire des dizaines d'années avait la confiance de ses camarades n'ait pas été réélu cette fois. (Par ce qu'ils étaient considérés comme déserteurs! Réd.) La "Arbeiterwoche" explique cet échec du Syndicat unique avec beaucoup de justesse en disant que des "inorganisés (travailleurs ne voulant rien avoir à faire avec le Syndicat unique) ont joué un rôle décisif ou bien peut-être qu'il n'y avait pas le contact voulu avec les personnels."

Le pourcentage des voix d'opposition dépassait de beaucoup 10%. Le premier jour des élections déjà le Syndicat parlait d'une opposition de "seulement" 10%. Ce pourcentage serait déjà appréciable en considération de la terreur considérablement aggravée sous la direction de fonctionnaires de la Gestapo allemande. En réalité toutefois le nombre des éléments d'opposition a été bien plus élevé. Le premier jour des élections par exemple 62% des employés de la Creditanstalt avaient remis des bulletins blancs; à la Caisse d'épargne centrale de la municipalité de Vienne 70 seulement sur 205 électeurs on porté leur voix sur le président de la section des finances du Front patriotique. Dans les grands magasins Gerngross on a élu cinq ancien

syndicalistes et deux anciens chrétiens, tous les candidats de la Heimwehr ayant été battus.

On a faim en Autriche. (I.T.F.) Suivant un rapport de l'Institut officieux autrichien pour l'étude des conjonctures, la vente d'articles de consommation était en août 1936 de 6% inférieure au chiffre d'août 1935. Elle restait de 21% inférieure à la moyenne de la période 1923/1931. La vente de denrées alimentaires était en août 1936 de 71% inférieure au chiffre d'août 1935 et de 15% inférieure à la moyenne de la période 1923/31.

Budget d'un Etat chrétien (I.T.F.) L'Italie fasciste ne publie depuis des années plus que des budgets incomplets; le Troisième Reich ne les rend plus du tout publics. La dictature chrétienne n'a pas comme ses deux modèles l'heureuse possibilité de pouvoir dissimuler ses finances. Elle a de fortes dettes vis-à-vis de l'étranger et est soumise à un contrôle international. C'est pourquoi elle est obligée de publier son budget. Or, ce budget est caractéristique de cette dictature "chrétienne". Les dépenses militaires seront en 1937 de 70% supérieures à celles de 1936. Les dépenses pour combattre le chômage sont par contre réduites au strict minimum. En 1934 on a encore consacré 109,6 millions de schillings à des mesures pour combattre le chômage, en 1935 plus que 103 millions en 1936 seulement 144,8 millions et en 1937 on ne destine que 17 1/2 millions à ces mesures. En même temps les dépenses pour le secours aux chômeurs et pour l'assurance-vieillesse sont réduites de 882 à 74 millions de schillings.

Lettres d'Italie (I.T.F.) La législation italienne prescrit des heures de travail maxima et stipule une rémunération spéciale en cas d'heures supplémentaires. Dans l'Italie fasciste toutefois, aucun employeur ne se soucie des lois de protection ouvrière. "L'ouvrier et l'employé sont obligés (à Vérone) sous peine de licenciement approuvé par la Fédération fasciste, de faire autant d'heures supplémentaires qu'on leur en demande. Encore, ces heures ne sont-elles payées que la moitié du salaire horaire normal..."

L'Italie étend sa flotte de guerre afin de pouvoir menacer la Grande-Bretagne dans ses relations maritimes. Il y a des ouvriers métallurgistes des chantiers navals de Monfalcone, notamment certains ouvriers spécialistes, qui doivent faire jusqu'à 14 et 16 heures par jour avec de courtes interruptions pour un casse-croûte sur le lieu du travail, sans même pouvoir faire un lavage sommaire... Les protestations ne servent à rien. Celui qui refuserait de fournir ces heures supplémentaires, se verrait d'abord infliger une grave réprimande et s'il continue à protester, il serait licencié sans aucune forme de procès... Ces méthodes ne sont pas particulières à l'industrie métallurgique ou à l'industrie en général; on les adopte et pratique aussi dans les services gouvernementaux."

"On travaille presque exclusivement (correspondance de Gênes) pour les industries de guerre... Les salaires varient entre 10 et 16 lires par jour dont il faut déduire encore les retenues faites pour cotisations syndicales et contributions obligatoires... Les ouvriers sont soumis à une surveillance rigoureuse et à une discipline militaire" (Giustizia e Libertà, 13 novembre 1936). Or, si certains doivent faire des heures supplémentaires d'autres innombrables sont sans travail. "Les chômeurs sont nombreux (dans la province de Reggio Emilia). Ils ne touchent leur allocation de chômage que s'ils ont collé 48 timbres sur leur carnet syndical. Or, il y en a qui cinq ans n'ont pas réussi à avoir les 48 timbres" (Nuovo Avanti, 14 novembre). "Ceux qui touchent l'allocation de chômage sont dans la proportion de à peine un sur cinq. Elle est de 2 lires 50 par jour et payée seulement pendant trois mois. Ceux qui reçoivent la soupe gratuite (des institutions du parti fasciste) doivent se rendre à l'endroit de distribution par des rues détournées afin que le public ne voie pas ce spectacle misérable de gens pauvrement vêtus avec des petites marmites et des casseroles à la main... Ceux qui ont été expulsés de leurs habitations pour ne pas avoir pu payer le loyer sont casés dans des baraquements dans des localités éloignées" (Giustizia e Libertà).

2.600 heures supplémentaires non rétribuées. (I.T.F.) Il est un fait connu que dans les pays fascistes où les syndicats libres sont anéantis, un sur-salaire pour heures supplémentaires est rarement payé même lorsque les contrats le stipulent. Dans bien des cas même les employeurs vont en régime fasciste jusqu'à exiger de leurs salariés qu'ils fassent des heures supplémentaires sans que les heures dépassant la journée de travail normale soient rétribuées au taux horaire normal. Dans le quotidien des corporations italiennes, le "Lavoro Fascista" (no du 24 septembre) un mineur se plaint du fait que depuis 50 mois on exige de lui 10 heures de travail par jour, tout en ne lui payant que 8 heures. Il avait subi ce traitement pendant 50 mois craignant de se voir congédier s'il protestait vu que comme père de 6 enfants il ne pourrait pas se tirer d'affaire avec la maigre allocation de chômage de 2,50 lires par jour. A présent finalement il avait timidement demandé à la direction de lui payer la 9ème et la 10ème heure. La direction fasciste de l'entreprise minière ne s'est, il va sans dire, pas souciée de sa plainte.

Le Troisième Reich finance..... les troupes terroristes de Mosley...et autres. (I.T.F.) Le 12 novembre le député travailliste demanda à la Maison des Communes au ministre de l'Intérieur si son ministère possédait des in-

formations sur les sommes d'argent qui avaient été envoyées de l'étranger à l'Union des fascistes et nationaux-socialistes". Sir Simon (le ministre) répliqua: "J'ai obtenu des informations dont il ressort que des organisations fascistes aussi bien que communistes ont reçu des secours financiers de l'étranger" ("Times" du 13 novembre 1936).

Le professeur de gymnastique Henlein, le chef des fascistes allemands de Tchécoslovaquie, était délégué d'honneur au Congrès nazi à Nuremberg. Des autorités allemandes avaient le 27 septembre à Berlin une entrevue avec le fasciste belge Degrelle. Le 16 novembre Hitler recevait le fasciste hollandais Mussert; l'entretien dura plus d'une heure, selon le quotidien fascistophile d'Amsterdam, le "Telegraaf". * Griffith

Les acolytes de Franco sont largement aidés aussi bien par l'Italie fasciste que par le Troisième Reich. Les fascistes espagnols emploient ces secours tout à fait selon l'esprit de leurs bailleurs de fonds, pour assassiner des travailleurs: "Depuis que les rebelles ont occupé les mines de Rio Tinto de propriété britannique (dans le Sud-ouest de l'Espagne) ils ont dans cette région fusillé pendant des "opérations d'épuration" plus de 1.500 mineurs (prétendus Réd.) communistes dont 100 femmes. Ce renseignement a été fourni par un employé supérieur de la Société minière arrivé ici (à Gibraltar). Beaucoup d'hommes ont été fusillés en la présence d'employés des mines de Rio-Tinto". (Manchester Guardian, 14 novembre 1936).

Le Troisième Reich manque soi-disant de devises pour l'importation de vivres. Le stock de devises étrangères semble toutefois inépuisable lorsqu'il s'agit de financer l'action d'assassins d'ouvriers et de groupes terroristes!

Nouvelle statistique...nouvelle falsification (I.T.F.) Depuis fin octobre la statistique allemande sur le chômage est tenue dans une nouvelle forme.

Les chômeurs enregistrés sont classés en éléments "complètement disponibles pour leur profession", "complètement disponibles pour d'autres professions" et "incomplètement disponibles." Cette dernière catégorie n'est pas considérée comme "chômeurs proprement dits". Sont rangés dans cette catégorie, suivant une explication que vient de donner (dans le Deutscher Volkswirt du 23 octobre) le secrétaire du président de l'Office national de placement et de l'assurance-chômage, d'importants groupes enregistrés, autrefois comme chômeurs: ceux employés aux travaux de secours (de l'Etat et des municipalités) du fait qu'ils ne sont pas "complètement disponibles pour un emploi", les chômeurs de longue date, considérés comme "ayant perdu l'habitude de travail". Les ouvriers qui possèdent un petit lopin de terre et qui par conséquent ne sont pas disposés à se laisser envoyer sans aucune formalité dans d'autres provinces, ne sont pas plus considérés comme "disponibles, que les pères de familles nombreuses, les membres des associations ouvrières catholiques, les ouvriers juifs et avant tout les anciens permanents des partis ouvriers. Ces groupes figurent tout au plus dans la catégorie des "incomplètement disponibles".

Cette nouvelle statistique a été introduite dès octobre pour l'industrie sidérurgique et métallurgique, l'industrie du bâtiment et pour celle de la pierre et du terrassement. Les autres 24 groupes professionnels suivront avant longtemps. La propagande nazie espère que, de la sorte, il aura été possible d'ici l'anniversaire de la dictature le 30 janvier 1937 d'écarter tous les chômeurs, du moins sur les statistiques.

L'armée interviendra-t-elle?

(I.T.F.) Le généralissime Göring a édicté des ordonnances qui auront pour effet de rendre plus difficile (à partir du 1er décembre) aux ouvriers spécialistes de l'industrie de guerre allemande d'accepter dans un autre établissement un emploi mieux rétribué. Le mouvement revendicatif des ouvriers doit être étranglé. Or, l'armée désire, elle aussi, que les ouvriers spécialistes des industries de guerre soient liés à leur emploi mais elle voudrait, afin de relever la productivité diminuée, du moins dorénavant la cage. L'Office central pour les commandes de l'armement, le "Heereswaffenamt", préoccupé par la baisse du rendement des travailleurs, recommande à l'industrie de céder, de consentir à des majorations des salaires et d'assurer aux salariés la nourriture complémentaire impérieusement nécessaire en raison de la pénurie de viande et de graisse. "Il faut par des possibilités d'avancement stimuler les ouvriers des industries de guerre, à se distinguer par un rendement spécialement grand, il faut tout faire pour maintenir ces travailleurs, également au point de vue purement physique, au niveau de rendement le plus élevé." (Le major Dr. Ing. Leyers, dans le "Deutscher Volkswirt" du 20 novembre 1936).

Le mouvement revendicatif des ouvriers spécialistes allemands a obtenu un puissant appui!

L'enveloppe de paye une bannière!

(I.T.F.) La communauté d'entreprise nationale des communications et services publics du Front allemand du travail a organisé, à Berlin (du 4 au 6 novembre) une "conférence des communications". Ont exclusivement participé à cette conférence les secrétaires du Front du travail ainsi que des délégués du patronat et des autorités. Certaines questions de caractère social ont été discutées à huis clos. Dans la séance publique, le Chef du Front du Travail, le Dr. Ley se plaignit de ce que "l'enveloppe de paye est devenue un symbole, une bannière pour ou contre. Qu'as-tu comme salaire dans ton enveloppe? ... L'ouvrier dit: bien trop peu; le fonctionnaire dit: bien trop peu". "Oui, me direz-vous, les prix n'ont pas été maintenus (Hitler avait en septembre encore promis d'interdire toute hausse des prix! Réd.) Nos amis, c'est là quelque chose de fort difficile dans une communauté où il y a disette. Lorsque dix hommes veulent avoir un pain qui n'est suffisant que pour neuf, le dixième offre un prix supérieur, ensuite les autres à tour de rôle et enfin, tous se disputent ce pain. L'Allemagne a, il faut le dire, trop peu de ces choses". Il ne fallait cependant pas, selon le Dr. Ley, en vouloir à ce dixième qui se procure ce pain en payant un prix clandestin. Ce ton ne semble guère être au goût des représentants gouvernementaux. Le sous-secrétaire d'Etat aux Postes, constatata en guise d'avertissement que "ceux qui travaillent dans les entreprises de transports sont exposés, davantage que d'autres citoyens, à des influences internationales, aux effets des forces centrifuges, d'essence internationale". Il doit savoir pourquoi.

En Allemagne l'enveloppe de paye redevient une "bannière de lutte". (Toutes les citations sont empruntées à "Arbeit und Staat", du 11 novembre 1936.)

L'anéantissement des coopératives.

(I.T.F.) Les Nazis ont dissous les 73 principales coopératives de consommation allemandes. "La pensée de base de transférer à de petits négociants les quelque 3.000 magasins de vente (de ces coopératives) a été mise en pratique jusqu'ici pour environ 1.000 magasins, après que 300 à peu près eurent été fermés. Pour la majorité des magasins, environ 18.000"---ainsi le directeur général du ministre de l'Economie le Dr. Wienbeck, devant la Chambre du Commerce à Hanovre---"le transfert au petit commerce n'a pas pu être réalisé malgré les efforts sérieux de la part des autorités compétentes. Il a par conséquent été nécessaire de prévoir une phase de transition par la création de sociétés de centralisation" (Frankfurter Zeitung, 15 novembre 1936). Cette "phase de transition" devra prendre fin le plus rapidement possible.

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME.

Comment les Nazis traitent les che-minots (I.T.F.) Lorsque dans le Troisième Reich un cheminot se trouve en difficultés et fait appel à la caisse de secours, le chef dont il relève doit présenter un rapport détaillé sur le demandeur. Les Nazis ont élaboré à cet effet un questionnaire qui, rempli par le chef, doit être joint à la demande. Ce questionnaire constitue une véritable insolence. "L'agent vit-il dans des conditions régulières?" - ainsi demande-t-on. Et encore: "La dette a-t-elle sa cause dans de la légèreté, l'excès d'alcool ou la manière dont la femme tient le ménage? - L'agent tente-t-il de se procurer un certain bien-être aux frais de la caisse d'assurance-maladie? Se fait-il souvent porter malade pour bénéficier de privilèges spéciaux ou bien tâche-t-il de cette manière de se soustraire à d'autres obligations (par exemple des emprunts sur gage)? Les cas de maladie sont-ils tels qu'il peut compter sur une indemnité de maladie particulièrement élevée ou bien est-il un de ceux qui ne pensent toujours à nouveau qu'à leur propre intérêt et avantage, sans tenir compte des intérêts de la communauté? Considérez-vous le demandeur apte au service dont il est chargé et au service à la Reichsbahn en général?"

Le chef du dépôt traite le questionnaire de manière confidentielle. Le cheminot ne sait pas ce qu'on déclare sur son compte; il sait seulement que le questionnaire peut lui coûter son emploi. La Reichsbahn espère que par ces méthodes rigoureuses bien des cheminots qui se trouvent dans la gêne à la suite de la hausse du coût de la vie ou d'accidents, se laisseront intimider et supporteront leur misère plutôt que de présenter une demande de secours.

Monsieur Stockinger reste dans les affaires. (I.T.F.) Le "Lidove Noviny", le principal quotidien bourgeois de Tchécoslovaquie, écrit au sujet de Monsieur Stockinger, l'ancien ministre autrichien du Commerce, nommé dès sa démission comme ministre, président des chemins de fer fédéraux autrichiens: "...Stockinger, propriétaire d'un commerce de gros de diverses marchandises fut nommé ministre du Commerce en 1933. Un de ses premiers actes a été d'interdire la vente de denrées alimentaires par les Grands Magasins. Il n'y avait dans toute l'Autriche que quatre Grands Magasins atteints par cette interdiction, mais trois d'entre eux ci sont situés Mariahilferstrasse, à proximité immédiate du magasin alimentaire de M. Stockinger!

En sa qualité de ministre du Commerce, Stockinger était président de la Commission des Sucres qui décide sur les quantités de sucre à octroyer aux différentes maisons de gros. Or, chaque wagon de sucre octroyé signifie pour le commerçant un bénéfice de quelques centaines de schillings sans aucun travail, et aucun risque, le sucre étant envoyé directement de la fabrique aux commerçants de détail. Ce n'était pas un simple hasard que le commerce de gros Stockinger obtint dès 1933 de la part du ministre Stockinger, le droit à 600 wagons de sucre et que ce contingent fût augmenté par la suite d'année en année. Les maisons de denrées alimentaires étaient jalouses, d'autant plus que l'affaire Stockinger reçut aussi le droit de ravitailler tous les camps du travail et les camps de concentration de l'Etat et enfin, aussi la livraison aux cheminots dont les coopératives avaient été dissoutes après février 1934, soi-disant pour des motifs politiques. On racontait dans les milieux des industriels et des commerçants viennois des choses terribles sur la manière dont la maison Stockinger avait abusé des fonctions ministérielles de son directeur. Ces derniers mois il s'agissait de l'acquisition d'une grande fabrique de margarine dont l'immense fortune en terrains serait passée presque pour rien entre les mains du commerce de denrées alimentaires Stockinger."

C'est à cet homme d'honneur que sont à présent livrés les chemins de fer fédéraux d'Autriche... pour qu'il puisse rester dans les affaires....